

Résumé analytique

LE DÉFI DE L'EMPLOI

Repenser le rôle des pouvoirs publics envers les marchés et les travailleurs dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Asif M. Islam, Dalal Moosa, et Federica Saliola



Résumé analytique

LE DÉFI DE L'EMPLOI

Repenser le rôle des pouvoirs publics envers les
marchés et les travailleurs dans la région
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Asif M. Islam, Dalal Moosa et Federica Saliola



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Cette brochure présente le résumé analytique et d'autres éléments tirés des pages préliminaires de l'ouvrage intitulé *Jobs Undone : Reshaping the Role of Governments toward Markets and Workers in the Middle East and North Africa* (DOI : 10.1596/978-1-1735-9). La version définitive de l'ouvrage sera affichée en format PDF sur les sites <https://openknowledge.worldbank.org/> et <http://documents.worldbank.org/>, et des exemplaires de l'ouvrage peuvent être commandés à l'adresse www.amazon.com. Pour toute citation, reproduction et adaptation, veuillez utiliser la version définitive de l'ouvrage.

© 2022 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org
Certains droits réservés

1 2 3 4 25 24 23 22

L'ouvrage original a été publié par la Banque mondiale en anglais sous le titre *Jobs Undone : Reshaping the Role of Governments toward Markets and Workers in the Middle East and North Africa* en 2022. En cas de divergence, la version originale prévaudra.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude, l'exhaustivité ou l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions ou contradictions dans les informations qui s'y trouvent, ni de l'utilisation qui serait faite ou non des renseignements, méthodes, procédés ou conclusions présentés dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni n'implique ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO license (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution, il est possible de copier, de distribuer, de transmettre et d'adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Islam, Asif M., Dalal Moosa, et Federica Saliola. 2022. *Le Défi De L'emploi: Repenser le rôle des pouvoirs publics envers les marchés et les travailleurs dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord*. Résumé analytique. Banque mondiale, Washington, DC. License : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette institution. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qui peuvent y figurer.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tiers concernés. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques ou les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au service des publications de la Banque mondiale à l'adresse suivante : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Conception de la page de couverture et des illustrations : Christel El Saneh et Jihane El Khoury Roederer

Table des matières

<i>Avant-propos</i>	v
<i>Remerciements</i>	vii
<i>À propos des auteurs</i>	ix
Résumé analytique	1
FIGURE	
ES.1 Vers un nouveau contrat social basé sur des marchés contestables	4

Avant-propos

Aujourd'hui, aucun programme n'est plus important pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) que la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, surtout pour les jeunes. Plus de la moitié de la population de la région — environ 250 millions de personnes — est âgée de moins de 30 ans. Ces personnes sont de plus en plus instruites et ambitieuses, regardent leurs pairs dans d'autres régions du monde et réclament des conditions de vie décentes et de meilleurs services publics.

Pourtant, dix ans après l'un des mouvements les plus importants qu'ait connu la région, les frustrations qui ont déclenché ce qu'on a appelé le « Printemps arabe » sont encore criantes dans les économies de la région MENA. De nombreux jeunes restent désœuvrés; d'autres, même parmi les mieux instruits, sont en proie au chômage et au sous-emploi; les femmes sont toujours exclues de l'activité économique; et l'emploi informel (donc non protégé) prévaut toujours. Les habitants de la région ressentent ces pressions économiques. Environ trois quarts des personnes interrogées dans le cadre de la vague 2018 du Baromètre de l'opinion arabe, en particulier parmi les jeunes générations, ont estimé que leur situation économique était mauvaise ou très mauvaise et qu'elle se détériorait visiblement au fil du temps.

Ces problèmes préexistants sont à présent exacerbés par les répercussions de la pandémie de coronavirus (COVID-19). En effet, la pandémie a détruit des entreprises et supprimé des emplois, pousse des millions de personnes de la région dans la pauvreté, et son impact sur les travailleurs vulnérables et les femmes est inquiétant; toutes choses qui menacent de faire reculer des années de réformes.

Le présent rapport fait valoir que l'absence de contestabilité des marchés est la principale raison pour laquelle l'emploi reste une gageure dans la région MENA. Les nouvelles données probantes produites pour ce rapport montrent que les gouvernements des pays MENA interviennent manifestement dans de nombreux secteurs économiques par le biais des entreprises publiques, bien plus que dans les autres pays à revenu intermédiaire et à revenu élevé. La présence d'entreprises publiques en soi ne pose pas un problème majeur, à condition d'établir des règles du jeu équitables. Or, les entreprises publiques de la région bénéficient d'un traitement favorable et sont exemptées des lois sur la concurrence qui régissent les entreprises privées.

La présence de l'État se manifeste également sous d'autres formes. Ce rapport montre que les entreprises manufacturières du secteur formel opérant dans la région sont beaucoup plus susceptibles d'avoir des liens avec les milieux politiques que celles actives dans des pays au niveau de revenu similaire. Sur le plan macroéconomique, la contribution du secteur public à l'accumulation de capital reste importante dans de nombreux pays. Parallèlement, la réglementation du travail instituée par l'État reste relativement restrictive, en ce qu'elle entrave la transition des travailleurs vers de meilleurs emplois, tout en leur offrant une protection insuffisante. Et malgré des améliorations du cadre juridique en faveur des femmes, on peut faire beaucoup plus pour libérer leur potentiel inexploité.

Les gouvernements de la région MENA peuvent éviter une nouvelle décennie perdue pour les générations actuelles et futures. Aujourd'hui plus que jamais. La pandémie de COVID-19, aussi difficile qu'elle soit, offre l'occasion de promouvoir une reprise résiliente et inclusive qui est susceptible de

générer de meilleurs emplois tout en remédiant aux ravages causés par la maladie et aux défis à plus long terme. En fait, de nombreux gouvernements de la région ont fait preuve d'une résilience innovante face à cette crise, en mettant en place certaines des initiatives les plus rapides de la dernière décennie. C'est ainsi que des transferts monétaires d'urgence ont été déployés rapidement en faveur des couches pauvres et vulnérables en Cisjordanie et Gaza, en Jordanie, au Maroc, en Tunisie et en République arabe d'Égypte. Cette mesure en dit long sur l'adage selon lequel : « Quand on veut, on peut ». La région MENA ne fait pas exception.

Pour tracer une nouvelle trajectoire de reprise, il faut engager des réformes audacieuses et politiquement faisables ; mais tout commence par un nouveau contrat social. Le présent rapport fait valoir que les pouvoirs publics doivent repenser leurs relations avec le secteur privé, les travailleurs et surtout, les femmes. Le nouveau contrat social doit remplacer l'intervention de l'État par une réglementation équitable et une application transparente des règles. Au lieu de jouer un rôle actif dans les secteurs économiques, l'État doit promouvoir un secteur privé compétitif et bien réglementé. Au lieu de contrôler la transition des travailleurs par un code du travail conçu pour le XIX^e siècle, l'État doit repenser ses programmes de protection sociale et d'intervention sur le marché du travail. Et au lieu de préserver l'héritage de certaines normes historiques et sociales, les États de la région MENA doivent être les fidèles gardiens de l'équité entre les sexes.

Le fait est que les jeunes de cette région dynamique sortent déjà des sentiers battus. Non seulement ils continuent d'imposer leurs espoirs et leur volonté aux gouvernements de la région, mais ils innovent et prennent des risques sur le marché. Ce rapport présente sept jeunes entrepreneurs, hommes et femmes, de la Méditerranée au Golfe, qui ont monté des entreprises et créé des emplois, en particulier dans le numérique, malgré les circonstances difficiles. Il donne la parole à une jeune jordanienne créatrice d'une plateforme en ligne pour la promotion d'une éducation de qualité, à une entrepreneure œuvrant dans l'agroalimentaire qui plaide pour l'autonomisation des femmes en Cisjordanie, à un fabricant de boissons tunisien innovant, au fondateur d'un système sécurisé de covoiturage pour partager les frais de voyage au Maroc, à un égyptien passionné, développeur d'une plateforme de livraison de produits pharmaceutiques, à un entrepreneur libanais dont la plateforme améliore la rentabilité et l'expérience gastronomique des restaurants du monde entier, et à une jeune créatrice saoudienne d'une application pour aider les femmes et d'autres clients à faire des courses.

Les jeunes de la région MENA n'attendent personne.

Ferid Belhaj
Vice-président
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord
Banque mondiale

Remerciements

Ce rapport phare 2022 de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) intitulé *Jobs Undone : Reshaping the Role of Governments towards Markets and Workers in the Middle East and North Africa* est produit par le bureau de l'économiste en chef de la région MENA et le Pôle mondial d'expertise en Protection sociale et emploi de la Banque mondiale. Initié sous la supervision de Rabah Arezki (ancien économiste en chef pour la région MENA) et achevé sous la direction générale de Roberta Gatti (actuelle économiste en chef pour la région MENA) et de Ian Walker (Chef service au Pôle emploi), il a été rédigé conjointement par Asif M. Islam, Dalal Moosa et Federica Saliola.

L'équipe remercie les personnes suivantes de leur contribution à la production de ce rapport : Maho Hatayama pour ses travaux sur la réglementation du travail (voir le document de travail pour ce volume intitulé «*Revisiting Labour Market Regulations in the Middle East and North Africa*» [Hatayama 2021]) et pour son aide tout au long de la production du rapport; les membres de l'équipe chargée de la concurrence au Pôle Finances, compétitivité et innovation, à savoir Seidu Dauda, Graciela Miralles Murciego, Georgiana Pop et Azza Raslan, pour avoir collecté et analysé les données sur la réglementation des marchés de produits (voir le document de référence intitulé «*Restrictive Regulation as a Challenge for Competition, Productivity, and Jobs in the MENA Region : Closing the Gap*» [Dauda et al., à paraître]) et pour avoir aidé à conceptualiser les liens entre la contestabilité du marché, la concurrence et la situation de l'emploi; Mariana Viollaz et Hernan Winkler pour leur travail sur les compétences requises sur le marché de l'emploi et pour la conceptualisation du programme phare, de l'examen de l'idée de projet au démarrage des travaux de recherche; Hisham Jabi pour son travail sur les sept études de cas, ainsi que les jeunes entrepreneurs des pays MENA que sont la République arabe d'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, l'Arabie saoudite, la Tunisie et la Cisjordanie qui ont partagé leurs histoires et leurs contributions; Giuseppe Bertola qui a aidé à conceptualiser l'économie politique dans ce rapport phare; les membres de l'équipe du Women, Business and the Law pour leur soutien dans l'analyse des lois relatives à l'égalité des sexes; et Shaimaa Yassin pour son travail sur l'analyse du marché du travail.

L'équipe exprime également sa gratitude à Angela Elzir Assy, Andrea Barone, Kathleen G. Beegle, Anush Bezhanyan, Dorothée Boccanfuso, Kamel Braham, Hana Brixí, Leila Dagher, Andreas Eberhard, Ahmed Galal, Dorina Peteva Georgieva, Alvaro Gonzalez, Caren Grown, Arvo Kuddo, Prakash Loungani, Mohamed Ali Marouani, Denis Medvedev, Dino Merotto, Mustapha Nabli, Cristobal Ridao-Cano, Bob Rijkers, Javier Sanchez-Reaza, Tea Trumbic, Hulya Ulku et Michael Weber pour leurs contributions, observations et commentaires dès le stade de l'examen de l'idée de projet. Elle voudrait également témoigner sa reconnaissance à Daniel Lederman et aux directeurs des opérations de la région MENA, à savoir Issam A. Abousleiman, Jesko S. Hentschel, Saroj Kumar Jha et Marina Wes, pour leurs contributions et leur soutien.

Le rapport a bénéficié des conseils et commentaires avisés de Ferid Belhaj (vice-président pour la région) et de Michal Rutkowski (directeur, pôle Protection sociale et emploi). L'équipe remercie les intervenants et autres participants à l'atelier des auteurs organisé en mai 2021, pour leurs précieux commentaires, et le pôle Emploi de la Banque mondiale pour les vastes consultations qu'il a menées. L'équipe remercie également les participants à l'atelier consultatif virtuel organisé en juin 2021 par

le Centre pour l'intégration en Méditerranée et le Policy Center for the New South, ainsi que les organisateurs, Giulia Marchesini et Blanca Moreno-Dodson.

Enfin, et certainement pas des moindres, l'équipe adresse sa gratitude au service des publications pour avoir mené ce rapport à son stade final, à savoir Steve Pazdan pour avoir géré la production du rapport et Nancy Morrison pour en avoir édité le manuscrit, ainsi que Jihane El Khoury Roederer et Christel El Saneh pour la conception graphique et les illustrations créatives du rapport. L'appui administratif fourni par Harifera Raobelison et Swati Raychaudhuri est vivement apprécié.

BIBLIOGRAPHIE

Dauda, Seidu, Graciela Miralles Murciego, Georgiana Pop, and Azza Raslan. Forthcoming. "Restrictive Regulation as a Challenge for Competition, Productivity, and Jobs in the MENA Region: Closing the Gap." Background paper for *Jobs Undone: Reshaping the Role of Governments toward Markets and Workers in the Middle East and North Africa*. World Bank, Washington, DC.

Hatayama, Maho. 2021. "Revisiting Labor Market Regulations in the Middle East and North Africa." Jobs Working Paper 64, World Bank, Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36887>.

À propos des auteurs

Asif M. Islam est économiste senior au Bureau de l'économiste en chef pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Ses écrits portent sur un large éventail de questions liées au développement économique, avec un accent sur le secteur privé. Il a publié des articles sur l'entrepreneuriat, la technologie, l'informalité et le genre dans des revues à comité de lecture. Il est coauteur de plusieurs rapports, dont le «*Rapport sur le développement dans le monde 2019 : Le travail en mutation*» et «*Qu'est-ce qui retient le secteur privé dans la région MENA? Enseignements tirés de l'enquête sur les entreprises*». Il est titulaire d'un doctorat en économie appliquée de l'Université de Maryland, College Park.

Dalal Moosa est économiste au Pôle mondial d'expertise en Protection sociale et emploi de la Banque mondiale et travaille surtout sur la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Elle a participé à des opérations dans plusieurs pays de la région et en Afrique subsaharienne, notamment dans des domaines liés à la protection sociale, au marché du travail et à l'inclusion productive. Elle a mené plusieurs enquêtes en vue de comprendre la demande de main-d'œuvre et les compétences requises dans le secteur privé, ainsi que l'impact de la COVID-19 sur les entreprises. Titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Paris 1 – Panthéon-Sorbonne en France et de l'Université Catholique de Louvain en Belgique, elle est entrée à la Banque mondiale dans le cadre du programme Young Professionals.

Federica Saliola est économiste principale au pôle Protection sociale et emploi de la Banque mondiale. Elle a codirigé le «*Rapport sur le développement dans le monde 2019 : Le travail en mutation*». Sous sa direction intellectuelle, plusieurs rapports mondiaux de la Banque mondiale ont été publiés, y compris dans les séries *Enabling the Business of Agriculture* et *Benchmarking Public Procurement*. Elle a publié des articles dans des revues à comité de lecture, notamment des études sur la productivité des entreprises, les chaînes de valeur mondiales et l'impact de la réglementation sur la croissance et la concurrence. Elle a également contribué à plusieurs rapports de la Banque mondiale, dont *The Environment for Women's Entrepreneurship in the Middle East and North Africa* et *Golden Growth : Restoring the Lustre of the European Economic Model*. Elle est titulaire d'un doctorat en économie et d'un Laurea en sciences politiques de l'Université de Rome, la Sapienza.

Résumé analytique

Une décennie après la première étincelle du Printemps arabe, une grande partie de la population en bonne santé, capable et en âge de travailler reste exclue du marché du travail et de l'emploi dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Cela s'observe particulièrement chez les jeunes et les femmes. Environ un jeune sur trois (32 %) de 15 à 24 ans dans la région MENA n'est ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEEF). Le taux de chômage des jeunes dans cette région est le plus élevé du monde — estimé à 26 % environ (en 2019) — et cette situation perdure depuis deux décennies. La part de l'emploi informel (défini comme ne prévoyant pas de cotisations de sécurité sociale, que ce soit pour les pensions, l'invalidité, la maladie ou d'autres risques) varie au sein de la région, mais reste particulièrement élevée. Elle est estimée à 77 % de l'emploi total au Maroc, 69 % en République arabe d'Égypte, 64 % en Cisjordanie et Gaza, et environ 16 % à Bahreïn. Les restrictions imposées aux femmes sur le marché du travail persistent également. Le taux de participation des femmes au marché du travail, d'environ 20 % en moyenne, reste le plus faible au monde. Enfin, les emplois disponibles ne sont pas du tout ceux de l'avenir. Ce rapport analyse l'intensité des tâches requises pour les emplois et conclut que les travailleurs dans les pays de la région où des données sont disponibles, y compris l'Égypte, la Jordanie et la Tunisie, effectuent beaucoup moins de tâches nécessitant des compétences interpersonnelles et analytiques non routinières — les emplois de demain dans les secteurs public et privé.

Ces problèmes préexistants sont à présent exacerbés par les répercussions de la pandémie de coronavirus (COVID-19). En effet, la pandémie a détruit des entreprises et supprimé des emplois, pousse des millions de personnes de la région dans la pauvreté, et son impact sur les jeunes travailleurs et les femmes est inquiétant; toutes choses qui menacent de faire reculer des années de réformes.

Malgré ces redoutables défis, les jeunes de cette région dynamique ne se découragent pas et sortent des sentiers battus. Non seulement ils continuent d'imposer leurs espoirs et leur volonté aux gouvernements de la région, mais ils innovent et prennent des risques sur le marché. Ce rapport met en vedette sept jeunes entrepreneurs, hommes et femmes, de la Méditerranée au Golfe, qui ont monté des entreprises et créé des emplois, en particulier dans le numérique, malgré les circonstances difficiles. Ces entrepreneurs présentés dans les études de cas sont une jeune jordanienne créatrice d'une plateforme en ligne pour la promotion d'une éducation de qualité, une entrepreneure œuvrant dans l'agroalimentaire qui plaide pour l'autonomisation des femmes en Cisjordanie, un fabricant de boissons tunisien innovant, le fondateur d'un système sécurisé de covoiturage pour partager les frais de voyage au Maroc, un égyptien passionné, développeur d'une plateforme de livraison de produits pharmaceutiques, un entrepreneur libanais dont la plateforme améliore la rentabilité et l'expérience gastronomique des restaurants du monde entier, et une jeune créatrice saoudienne d'une application pour aider les femmes et d'autres clients à faire des courses en toute sécurité.

Les gouvernements de la région doivent éviter une nouvelle décennie perdue pour les générations actuelles et futures. Il est temps de réaliser le potentiel économique d'une main-d'œuvre croissante, compétente et ambitieuse. *Si ce n'est pas maintenant, alors quand?*

Le présent rapport prend du recul et pose la question de savoir pourquoi le défi de l'emploi n'a toujours pas été relevé. Pour répondre à cette question, il utilise un cadre global d'analyse des emplois dans la région, en mettant un accent particulier sur la demande de main-d'œuvre et la création d'emplois plus nombreux et productifs. Pour ce faire, il s'appuie sur plusieurs nouvelles sources de données. Outre cette analyse approfondie du marché du travail et des performances macroéconomiques de la région, le rapport apporte trois contributions clés.

Premièrement, le cadre conceptuel du rapport propose une approche pour expliquer comment les marchés de produits de la région influent sur le marché du travail. Selon cette approche, le nombre et la qualité des emplois dépendent de la facilité avec laquelle les entreprises entrent dans l'économie, s'y développent et en sortent, ce qu'on appelle la contestabilité du marché. Dans la plupart des économies de la région, cette contestabilité n'existe pas. Le rapport fait valoir que l'absence de contestabilité du marché rend difficile le démarrage et l'expansion de nouvelles entreprises, de sorte que les emplois ne peuvent être générés assez rapidement pour suivre le rythme d'accroissement de la population en âge de travailler.

Deuxièmement, le rapport offre un nouvel aperçu de l'évolution du secteur privé au fil des ans, grâce à deux séries d'enquêtes sur les entreprises réalisées par la Banque mondiale et disponibles pour la première fois pour plusieurs économies de la région. Il montre que le manque de dynamisme du marché et le faible niveau de création d'emplois continuent de déprimer le secteur privé sclérosé de la région. En 2019, seulement 6 % des entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête dans les pays MENA étaient de jeunes entreprises (de cinq ans au plus), et cette part a diminué en moyenne entre 2012 et 2019. En outre, une faible proportion d'entreprises privées dans la région MENA investit dans le capital physique (immobilisations) ou dans leur main-d'œuvre. Seule une entreprise sur quatre en moyenne a investi dans le capital physique en 2019. Les dépenses de recherche et développement sont également faibles et en baisse dans la région. De plus, grâce à une mesure introduite pour la première fois dans les enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale concernant les liens qu'entretiennent les entreprises avec les milieux politiques, le présent rapport révèle qu'environ 8 % des entreprises de la région, en moyenne, ont affirmé que leur propriétaire, directeur général ou principal gestionnaire (ou l'un des membres de leur conseil d'administration) avait été élu ou nommé à un poste politique dans le pays concerné. Les chiffres varient d'un pays à l'autre, la part la plus élevée étant de 28 % des entreprises politiquement connectées en Tunisie. Enfin, le secteur privé de la région MENA continue d'opposer des obstacles aux femmes. Plusieurs des lacunes enregistrées dans la région MENA se ressentent également dans les performances macroéconomiques de la région. Par exemple, la croissance récente de la région ne s'explique guère par la hausse de la productivité du travail ou par des changements structurels (transition des travailleurs vers des secteurs plus productifs).

Troisièmement, le rapport souligne l'importance qu'il y a à comprendre les politiques et les règlements qui peuvent nuire à la contestabilité du marché. La réglementation des marchés de produits (PMR) est particulièrement pertinente dans ce contexte parce qu'elle influe sur les charges que doivent supporter les entreprises à leur entrée dans le marché et sur le degré de concurrence entre les entreprises déjà présentes sur le marché. La rigidité ou la souplesse de cette réglementation a une incidence directe sur le nombre d'entreprises en activité, sur leur croissance et sur leur capacité à créer des emplois. Ce rapport présente de nouvelles données probantes sur la réglementation des marchés de produits en Arabie saoudite, en Cisjordanie et Gaza, en Égypte, aux Émirats arabes unis, en Jordanie, au Koweït, au Maroc et en Tunisie. Pour la première fois, les données recueillies sur la PMR permettent de faire des comparaisons avec deux ensembles de comparateurs : 37 pays à revenu élevé et 14 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

L'analyse de la PMR révèle trois aspects qui affaiblissent le secteur privé et réduisent la contestabilité des marchés dans la plupart des pays MENA. Premièrement, l'intervention de l'État par le truchement des entreprises publiques reste forte, même dans les secteurs où la logique économique d'une telle présence n'est pas claire et où la participation du secteur privé pourrait s'avérer bénéfique, notamment l'industrie manufacturière, les services d'hébergement et de restauration, le commerce et la construction.

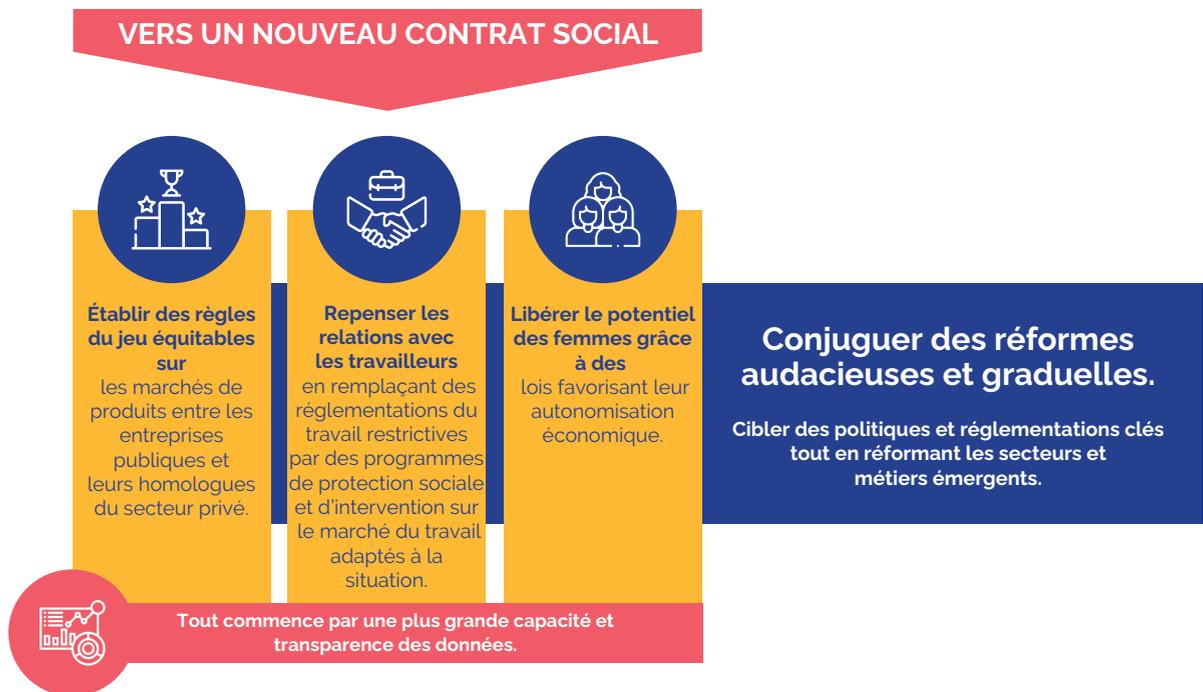
Deuxièmement, la neutralité en matière de concurrence est limitée et ne saurait donc pas uniformiser les règles du jeu entre les entreprises publiques et leurs homologues du secteur privé. La proximité de ces entreprises publiques avec l'État se traduit par du favoritisme et des exemptions. Le fait que de nombreux pays de la région disposent d'organismes agissant à la fois comme régulateurs et opérateurs affaiblit la neutralité concurrentielle. Des exceptions fiscales favorables aux entreprises publiques restent en vigueur. En outre, les avantages que ces entreprises tirent de leur proximité avec l'État se traduisent par un accès préférentiel au financement et aux subventions.

Troisièmement, le contrôle des prix est toujours d'actualité. Toutes les économies de la région MENA analysées contrôlent le prix des produits de base (comme le lait et le pain) et du gaz de pétrole liquéfié (GPL). Presque toutes réglementent les prix de l'essence et des médicaments, ce qui représente une part bien plus élevée que celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (40 %) et des pays à revenu élevé (10 %) appliquant la même politique. Souvent considéré comme l'un des piliers de l'État-providence, un tel contrôle réduit l'incitation à plus de productivité et d'efficacité. Parallèlement, les mécanismes permettant d'évaluer l'impact négatif de la réglementation restent limités.

Le présent rapport examine le rôle régulateur joué par l'État à travers deux autres dimensions : la réglementation et la fiscalité du travail d'une part, et les lois « sexospécifiques » qui établissent une distinction entre les sexes d'autre part. Il ressort de l'analyse que dans certaines économies de la région, la réglementation du travail — notamment les indemnités de licenciement élevées — empêche les entreprises de licencier ou d'embaucher des travailleurs, tandis que l'absence d'allocations de chômage nuit à ceux qui perdent leur emploi. Les taxes sur les salaires sont élevées et représentent une part importante des obligations fiscales des entreprises et des travailleurs ; les contrats à durée déterminée, qui ouvriraient des possibilités à d'autres travailleurs, ne sont pas monnaie courante ; et le salaire minimum est peu respecté et appliqué. En ce qui concerne la problématique hommes-femmes en droit, malgré les réformes promulguées ces dernières années, les femmes de la région MENA continuent d'être confrontées à une législation inéquitable qui les priverait de leur autonomie économique. Dans la pratique, elles sont confrontées à différents niveaux de restrictions et d'inégalités juridiques qui entravent leur entrée sur le marché du travail et leur participation à celui-ci.

Pour tracer une nouvelle trajectoire de reprise, il faut des réformes à la fois audacieuses et politiquement faisables ; mais tout commence par un nouveau contrat social. Le présent rapport fait valoir que la voie vers la contestabilité et des emplois de meilleure qualité dans la région MENA devrait être tracée en mettant en œuvre une approche multidimensionnelle dans trois principaux domaines de réforme, à savoir : 1) établir des règles du jeu équitables sur les marchés de produits, compte tenu de la forte présence de l'État (réglementation des marchés de produits) ; 2) repenser les relations entre les pouvoirs publics et les travailleurs (réglementation du marché du travail et régimes de protection sociale) ; et 3) favoriser la participation des femmes à toutes les sphères de l'économie (lois sexospécifiques). Les interventions sur ces trois fronts sont essentielles pour forger un nouveau contrat social dans la région MENA (figure ES.1).

Figure ES.1 Vers un nouveau contrat social basé sur des marchés contestables



Source : Équipe du rapport

Parallèlement, compte tenu de l'économie politique difficile des réformes à engager et instituer dans la région MENA, le rapport soutient qu'il est important de séquencer minutieusement les actions à mener pour promouvoir une plus grande contestabilité des marchés et d'adopter parfois une approche graduelle. Une autre démarche possible pour assurer la faisabilité des réformes sur le plan politique est de se concentrer d'abord sur les secteurs émergents qui comptent peu d'entreprises en place et où les groupes d'intérêt ont moins de pouvoir, de sorte que les travailleurs et les intérêts acquis sont moins perturbés. Ce faisant, on pourrait faciliter l'apparition de nouveaux métiers qui pourraient même compléter les emplois existants, au lieu de les remplacer. L'économie numérique et l'économie verte sont de bons exemples de nouveaux secteurs en expansion rapide où des réformes graduelles pourraient susciter des transformations structurelles. Enfin et surtout, le chemin vers la contestabilité passe par des données de meilleure qualité et une plus grande transparence, lesquelles font défaut dans la plupart des économies de la région MENA, ce qui entrave l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et leur mise en œuvre effective.

ECO-AUDIT

Déclaration des avantages environnementaux

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à réduire son empreinte environnementale. À l'appui de cet engagement, nous exploitons des moyens d'édition électronique et des outils d'impression à la demande installés dans des centres régionaux à travers le monde. Ensemble, ces initiatives permettent une réduction des tirages et des distances de transport, ce qui se traduit par une baisse de la consommation de papier, de l'utilisation de produits chimiques, des émissions de gaz à effet de serre et des déchets.

Nos livres sont imprimés sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC) et contenant au minimum 10 % de fibre recyclée. Cette fibre est soit écrue, soit blanchie à l'aide d'un procédé totalement sans chlore (TCF), d'un traitement sans chlore (PCF) ou d'un blanchiment sans chlore élémentaire amélioré (EECF).

D'autres informations sur les principes environnementaux de la Banque sont disponibles sur le site <http://www.worldbank.org/corporateresponsibility>.



Dix ans après l'étincelle ayant déclenché le printemps arabe, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) a toujours du mal à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Les jeunes sont en proie à l'oisiveté et au chômage. Pour ceux qui trouvent du travail, c'est l'informel qui les attend. Peu de femmes essaient d'intégrer le monde du travail. Entretemps, les emplois disponibles ne sont pas ceux de l'avenir, et la situation du marché du travail ne cesse de se détériorer à cause de la pandémie de coronavirus (COVID-19).

Le Défi De L'emploi : Repenser le rôle des pouvoirs publics envers les marchés et les travailleurs dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord explore les moyens de sortir de ces impasses, en s'appuyant sur des travaux de recherche inédits, des données d'enquête, une vaste littérature et les voix de jeunes entrepreneurs de la région. Ce rapport fait valoir que l'absence de contestabilité des marchés dans le secteur privé formel est la principale raison pour laquelle l'emploi reste une gageure dans la région MENA. Peu d'entreprises de la région pénètrent le marché, peu s'y développent et celles qui en sortent ne sont pas nécessairement les moins productives. En outre, les entreprises de la région n'investissent pas beaucoup dans le capital physique, le capital humain ou la recherche-développement, et elles ont tendance à entretenir des liens avec les milieux politiques. Sur le plan macroéconomique, la croissance économique est modeste, la productivité du travail n'est pas stimulée par des changements structurels et la croissance du stock de capital par habitant est en déclin.

De nouvelles données probantes générées pour ce rapport montrent que ce manque de dynamisme est dû à la prédominance des entreprises publiques. En effet, celles-ci opèrent dans des secteurs où la logique économique n'explique guère l'intervention de l'État, et elles bénéficient d'un traitement favorable — foulant aux pieds les principes de la neutralité concurrentielle. Par ailleurs, la réglementation du travail renforce la rigidité du marché, tandis que des législations « sexospécifiques » limitent le potentiel des femmes.

Pour changer cette donne, l'État doit repenser ses relations avec les marchés, les travailleurs et les femmes. La région doit créer des conditions de concurrence équitables entre les entreprises publiques et le secteur privé, assouplir les rigidités du marché du travail en ayant recours à des dispositifs de protection sociale et des programmes d'intervention sur le marché du travail adaptés à la situation, et lever les obstacles à la participation des femmes à l'économie. Les pouvoirs publics peuvent également promouvoir de nouveaux secteurs et métiers, stimulant ainsi progressivement la contestabilité des marchés et la création d'emplois. Toutes ces réformes devront reposer sur une plus grande accessibilité et transparence des données afin de forger un nouveau contrat social entre l'État et les citoyens de la région.

